



ANALYSE

2015/26

PROTECTION SOCIALE, FORMAT MONDIAL !

Protection sociale, format mondial !

L'existence de la sécurité sociale est un acquis inestimable aux yeux des femmes de notre mouvement ACRF – Femmes en milieu rural. Dans le cadre de nos journées d'étude 2015 « La solidarité en a-t-elle pour son argent ? », nous avons voulu prendre en compte la dimension Nord-Sud de cette expression essentielle de la solidarité entre tous.

Mieux qu'un long discours, le jeu de société « Protection sociale pour tous » animé par l'ONG Solidarité Mondiale¹ et testé par une dizaine de participant-e-s a permis d'appréhender la diversité des situations, ici et ailleurs, et de vérifier nos connaissances sur les acquis sociaux d'hier et d'aujourd'hui. Adapté du jeu bien connu « Trivial Pursuit », il a révélé combien nous méconnaissons nos propres avantages et acquis ; combien sont différentes les réactions selon les générations : les plus jeunes sont sans doute plus conscient-e-s et alerté-e-s de la précarité sociale dans laquelle se trouvent les pays du Sud alors que les plus âgé-e-s perçoivent mieux l'évolution de notre propre système de sécurité sociale, les combats qu'il a fallu mener et le lent « grignotage » qui le menace. Cette expérience nous a poussé à analyser davantage les enjeux d'une protection sociale pour tous et toutes, tant au Nord qu'au Sud.

Nord-Sud, la tentation de la différenciation

Si la protection sociale s'est construite progressivement et laborieusement au rythme des luttes ouvrières dans nos pays industrialisés et particulièrement en Belgique, elle est encore inexistante ou à l'état de balbutiement dans l'immense majorité des pays en développement. Aujourd'hui, 73% des citoyens du monde n'ont aucune couverture sociale cependant que nous profitons chez nous d'une protection très élaborée souvent citée en exemple. Face à ce constat, la réaction courante consiste à différencier et opposer les préoccupations du Nord et du Sud : maintenir ou consolider un système de sécurité sociale de plus en plus fragilisé au Nord tandis qu'au Sud, jeter les bases d'une protection élémentaire. Il faut cependant éviter le simplisme courant qui regroupe tous les pays du Sud dans le même panier. En matière de couverture sociale, les écarts Sud-Sud peuvent être aussi significatifs que les différences Nord-Sud. Des fossés considérables existent par exemple entre les pays d'Afrique australe (Afrique du Sud, Botswana, Zambie, etc.), largement organisés en matière de couverture vieillesse ou de protection contre les accidents de travail, et le reste du continent subsaharien.

Tout en tenant compte de ces énormes disparités, selon l'ONG Solidarité Mondiale, c'est sous un seul et même drapeau qu'il faut agir. Ensemble, sur une même planète, à la fois lutter pour faire émerger partout dans le monde un socle de protection sociale équitable pour tous et soutenir la résistance contre les politiques d'austérité qui nous assaillent ici : c'est un même combat. Avec pour logo « Protection sociale pour tous » imprimé sur des sparadraps autocollants, la mission de cette ONG est à la fois de renforcer les mouvements sociaux dans le Sud, financer les nombreux partenaires qui mettent en place de nouveaux systèmes de protection sociale et soutenir chez nous les organisations qui défendent nos acquis.

¹ Solidarité Mondiale, ONG du Mouvement Ouvrier Chrétien et de ses organisations membres : CSC, ANMC, JOC, VF, EP. Solidarite.mondiale@solmond.be. Jeu tiré de la mallette pédagogique contenant 16 outils, jeux et animations sur le thème « Protection sociale ». Disponible www.cncd.be

5 milliards d'humains sans protection sociale

Pour plus de 5 milliards de personnes soit environ les trois quarts de la population mondiale, aucune protection n'existe.² Le moindre accroc de santé s'avère catastrophique et fait tomber la famille dans la misère ; pas de pension après une vie de dur labeur, sans parler d'absence totale de couverture en cas d'accident de travail, de handicap, de maladie, d'accouchement, etc. Fréquemment, même si certains droits ont été garantis par l'employeur ou même par les états, ils ne sont pas appliqués ou alors partiellement. Les femmes sont doublement victimes de ces inégalités : grossesses ou absences pour s'occuper d'un enfant ou parent malade sont souvent prétextes au licenciement, sans aucune compensation. Quant aux enfants, combien aujourd'hui sont encore obligés de travailler pour aider leur famille à joindre les deux bouts. Même chez nous où la sécurité sociale est une référence, plus d'un million et demi de personnes ne jouissent pas d'une couverture sociale suffisante.

L'ONG Solidarité Mondiale a adressé une série de revendications aux décideurs politiques belges pour que chaque pays ancre la protection sociale dans son droit légal. Il ne suffit pas de l'écrire mais surtout de l'appliquer de façon cohérente. Une autre revendication insiste sur la nécessité de consolider notre propre système de sécurité sociale dans toutes les décisions prises politiquement et plaide en faveur d'un pacte européen qui harmoniserait les différents systèmes de sécurité sociale. Mais le message essentiel qu'elle veut faire entendre, c'est que la protection sociale est possible est accessible à tous et partout dans le monde, sans exception !

La protection sociale est finançable même dans les pays les plus pauvres. Comment ?

Dans bon nombre de pays du Sud, des quartiers, des localités, des petites associations s'organisent pour assurer un revenu en cas de maladie par exemple. De manière spontanée, une solidarité se crée entre membres d'une même communauté ou d'un même village par le versement d'une participation financière minimale et adaptée à chaque membre. De nombreuses initiatives existent en ce sens et souvent ce sont des acteurs de la société civile (syndicats, mutualités, ONG) qui cherchent à valoriser et surtout à fédérer ces multiples initiatives afin de leur donner plus de force et d'impact. Solidarité Mondiale cite des exemples qui permettent aux plus pauvres de profiter d'une certaine protection. Au Bangladesh, une assurance maladie a été développée par une organisation de soins de santé (GK) dont le fondateur, le Dr Z. Chowdury en explique le principe : « Nous demandons aux personnes riches et à la classe moyenne de payer plus que les pauvres. Et même si la cotisation payée par ces derniers est peu élevée, ce faisant, ils apprécieront notre service et utiliseront les médicaments avec parcimonie. C'est la raison pour laquelle il est capital que tout le monde contribue... Etant donné qu'ils ont payé eux-mêmes pour les soins, ils ont le sentiment de les mériter ». Au Burundi, 35 mutualités ont été chapeautées par la MUNASA (mutuelle nationale de santé), ce qui permet d'offrir une assurance maladie mieux structurée tout en renforçant l'offre de soins de santé.

Car il est important de regrouper ces multiples initiatives isolées les unes des autres, de leur assurer une meilleure organisation constituant dès lors une force qui aura du poids dans le monde politique. Ainsi, au Mali, l'UTM (Union Technique de la Mutualité) représente aujourd'hui 52% des 182 mutualités que compte le territoire, ce qui permet de rembourser 50 à 80% des frais liés aux soins de santé de base mais également de devenir un partenaire important du gouvernement malien en matière de soins de santé. Dans certaines situations et pour certains projets comme l'élargissement des soins de santé aux agricultrices et aux travailleurs du secteur informel (c'est-à-dire sans employeur et sans contrat de travail), l'Etat finance pour moitié les mutualités, l'autre moitié est versée par les membres eux-mêmes. C'est une avancée importante dans la construction d'un système de sécurité sociale. Bien souvent, ces mutuelles organisent d'autres projets : cours d'alphabétisation, accès au microcrédit, planning familial, information en matière d'hygiène et d'alimentation.

² Solidarité Mondiale, Revue « Ici et là-bas » n° 94 et 95, Chaussée de Haecht, 579, 1030 BXL
ACRF – Femmes en milieu rural ASBL - Analyse 2015/26

Mais cette action de fédérer, de coordonner qui est majoritairement issue d'acteurs privés ou d'associations ne dispense pas les états même les plus démunis d'y mettre du leur et d'accorder une priorité à la protection de leurs citoyens.

Mobilisation internationale et stratégie néolibérale !

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) démontre à travers plusieurs études que même les pays les plus pauvres ont les moyens de mettre en place un socle de base de protection sociale pour tous. Selon elle, verser une pension décente à chaque personne âgée dans un pays tel que l'Inde qui compte plus d'un milliard d'habitants ne coûterait que 3% du PNB. C'est une question de volonté politique et donc une question de choix : percevoir des impôts basés sur une juste fiscalité et un système de cotisations progressives peuvent apporter plus de sécurité et de mieux vivre aux populations. Mais les choix exigent souvent du courage. Citons par exemple le gouvernement sud-africain qui a réduit de moitié le budget de la défense pour affecter l'autre moitié au développement d'une sécurité sociale de base.

Une lente prise de conscience paraît faire son chemin poussée dans le dos par les politiques de développement. Curieusement, on assiste à une véritable mobilisation internationale pour la défense d'une protection sociale mondiale et la réduction des inégalités. Même la Banque Mondiale et les grands groupes d'intérêts adeptes du néo-libéralisme et de la privatisation appuient ce discours. Pourquoi ? Selon le CETRI³, une autre ONG située à Louvain-la-Neuve, « La pauvreté de cette masse est davantage perçue comme le terreau des nouvelles menaces pour la sécurité des pays riches. L'augmentation des inégalités devient source de préoccupations dans le chef des grandes agences qui découvrent que des écarts de richesses trop grands ne sont bons ni pour la cohésion sociale ni pour la croissance (OCDE, 2011) ». Des motivations loin d'être uniquement humanitaires !

La protection sociale : un processus qui doit mûrir !

La coopération internationale n'est pas dupe. Sans assise locale, ancrée sur le terrain, un Etat qui se précipiterait sur des modèles sociaux qui ne correspondent pas aux réalités du pays risquerait rapidement de voir son projet anéanti. Nombre de pays pauvres sont soumis à d'énormes pressions et influences diverses et les risques de récupération ou de manipulation pourraient rapidement instrumentaliser le dynamisme et une volonté politique pourtant pleine de promesse. Partir des initiatives locales et s'inspirer de pratiques qui ont fait leur preuve seraient la meilleure garantie de réussite d'une construction de protection sociale fiable. Mais cela demande du temps et du consensus national en faveur d'une juste redistribution. Le chemin est nécessairement lent.

Et chez nous !

Le démantèlement lent et progressif de nos systèmes élaborés de protection sociale n'est pas, contrairement aux discours convenus, le résultat d'une obligation de réduire les dépenses sociales pour faire des économies mais bien de choix idéologiques de nos Etats riches. Le déclin économique des pays occidentaux sert de prétexte pour privatiser et individualiser la protection sociale et appauvrir l'Etat au profit des grandes puissances financières. Graduellement, on en vient à des systèmes d'assurances privées et complémentaires auxquels seuls les plus nantis ont accès.

Que ce soit au Nord comme au Sud, la protection sociale ne se construit et ne se défend qu'au prix de la solidarité des citoyens et des Etats, par la vigilance et la prise de conscience d'une nécessaire priorité au bien-être collectif. C'est un combat de tous au quotidien et le défi est immense!

Anne Moulin
Animatrice régionale

³ François Polet, « Etendre la production sociale au Sud : défis et dérives d'un nouvel élan. », CETRI, www.cetri.be
ACRF – Femmes en milieu rural ASBL - Analyse 2015/26



Avec le soutien de



Cette analyse est disponible au format PDF sur notre site Internet www.acrf.be

L'ACRF-Femmes en milieu rural souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites. Toutefois, n'oubliez pas, dans ce cas, de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication.

Merci !